

Association
de Science Régionale
de Langue Française



CO-CONSTRUCTION D'UN OBSERVATOIRE EN ACCOMPAGNEMENT DES POLITIQUES FONCIERES AU SENEGAL

Jérémy, BOURGOIN, CIRAD (Montpellier France) ; ISRA BAME (Dakar, Sénégal)

Elodie, VALETTE, CIRAD (Montpellier France) ; IFPRI (Washington, USA)

Djibril, DIOP, ISRA BAME, Dakar, Sénégal

Contact : bourgoin@cirad.fr

Résumé

Dans un contexte international de pression sur les terres agraires et de marchandisation de l'espace agricole, les pouvoirs publics sénégalais ont entrepris des réformes politiques et institutionnelles qui traduisent une vision du développement rural orientée vers des filières "à hautes valeurs ajoutées" et la promotion de l'entrepreneuriat privé agricole. Pour s'intégrer dans le débat public, et tenter d'influencer la position du gouvernement soulignée dans les récents programmes politiques, la société civile Sénégalaise accompagnée de partenaires de la recherche, et des établissements publics s'est engagé à la création d'un observatoire de la gouvernance foncière. Cet espace de production de connaissances et d'échanges a pour objectif l'accompagnement des politiques foncières par une meilleure prise en compte des réalités locales dans un paysage multifonctionnel complexe. Nous présentons ici le travail de co-construction d'un observatoire en insistant sur le caractère endogène de la démarche et les premiers résultats.

Mots clés : Observatoire, Dynamiques foncières, Participation, Territoire, Sénégal

Table des matières

Introduction	Erreur ! Signet non défini.
1 Titre de la section 1	Erreur ! Signet non défini.
1.1 Sous-titre	Erreur ! Signet non défini.
1.1.1 Sous le sous-titre	Erreur ! Signet non défini.
2 Titre de la section 2	Erreur ! Signet non défini.
2.1 Sous-titre	Erreur ! Signet non défini.
2.1.1 Sous le sous-titre	Erreur ! Signet non défini.
Conclusion	Erreur ! Signet non défini.
Références bibliographiques	Erreur ! Signet non défini.
Introduction	2
1 Démarche et posture d'accompagnement	5
2 Quelques résultats préliminaires	9
2.1 Evaluation de la dynamique agro-industrielle.....	9
2.2 Mise en place d'outils cartographiques de suivi au niveau territorial	Erreur ! Signet non défini.
2.3 Une vision rétrospective à l'échelle du territoire pour discuter des enjeux futurs.....	12
Conclusion	17
Références bibliographiques.....	18

Introduction

L'augmentation des prix des produits agricoles à partir de 2008 a conduit de nombreux pays (tels la Chine, l'Inde, l'Arabie Saoudite) mais aussi des investisseurs privés à lancer une « véritable offensive sur les terres agricoles à l'étranger » (Brondeau, 2010), tandis que de nombreux pays du Sud, et particulièrement africains, leur cèdent des terres arables, considérées comme disponibles (Cotula et al., 2009 ; Bouhey, 2010). Outre ce contexte international de pression sur les terres agraires et de marchandisation de l'espace agricole, un discours dominant relayé par les institutions internationales (Banque Mondiale, FMI) valorise fortement l'ouverture des territoires nationaux aux investisseurs agricoles étrangers, l'agro-industrie étant considérée

comme une potentielle source d'entraînement et de développement pour les agricultures nationales (Byerlee et al. 2013; Von Braun & Mengistu, 2007).

Au Sénégal, les pouvoirs publics ont ainsi entrepris des réformes politiques et institutionnelles qui traduisent une vision du développement rural orientée vers des filières "à haute valeur ajoutée" et la promotion de l'entrepreneuriat privé agricole. La vallée du fleuve Sénégal a été identifiée comme une zone de production agro-industrielle permettant de relever les objectifs de production agricole fixés par le gouvernement. Ces orientations s'inscrivent dans le Plan Sénégal Emergent (PSE), qui promeut l'agriculture commerciale, la modernisation de l'agriculture familiale et le secteur agro-alimentaire. Cette vision est traduite dans le cadre du Programme de Relance et d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS). La réforme du secteur agricole s'accompagne d'une réorganisation de la gouvernance territoriale sénégalaise. Depuis 2014, le gouvernement a initié une réforme de la décentralisation dans le but de redynamiser le développement des territoires, et de territorialiser les ambitions du PSE et du PRACAS. A cela s'ajoute une réforme du foncier coordonnée depuis 2012 par une Commission Nationale de Réforme Foncière (CNRF, décret n° 2012-1419 du 6 décembre 2012). Cette commission a pour mission principales : i) conduire toutes les études et recherches relatives à l'occupation du domaine de l'Etat et du domaine national ; ii) identifier les contraintes et mettre en place un cadre juridique et institutionnel attractif, offrant des garanties aux investisseurs et assurant la sécurité et la paix sociale, en vue d'une gestion rationnelle du domaine de l'Etat et du domaine national ; et iii) proposer des solutions durables aux conflits sociaux résultant de la gestion du foncier. Dans ce contexte, le gouvernement du Sénégal a initié avec l'appui de la Banque Mondiale le Projet de Développement Inclusif et Durable de l'Agrobusiness (PDIDAS), dont l'objectif est de promouvoir la croissance et l'emploi par l'augmentation des investissements productifs privés dans les filières agricoles (principalement horticole) dans les régions de Louga et Saint-Louis. En vue d'une meilleure intégration des agrobusiness dans la gestion des terres du domaine, le PDIDAS cherche à expérimenter l'octroi d'un droit réel aux investisseurs au travers de l'immatriculation des terres au nom de l'État, puis celui-ci octroie aux communes un bail emphytéotique qui octroie un sous-bail à un investisseur sur la base d'un accord conclu. Le sous-bail pourra être

transformé en droit réel après avis du conseil municipal et de l'État. La marchandisation des terres ouvrirait une forme de compétition entre types d'investisseurs et d'acteurs qui ne possèdent pas les mêmes capacités de négociation, moyens de production et propositions de contreparties (notamment financières au travers d'impôts sur le foncier). L'accès équitable au foncier, qui constitue un gage de paix, de stabilité, et de développement économique et social équilibré, pourrait être remis en question par ces modifications annoncées de gouvernance foncière. Cette situation soulève des interrogations concernant: (i) le défi de la gestion durable des ressources naturelles, surtout foncières; et (ii) les enjeux sociopolitiques qui renvoient au fait que la terre est une ressource sensible, sur les plans politique et social.

Ces transformations continues et récentes invitent à la production de diagnostics fiables et partagés, afin d'accompagner la réflexion publique sur la gouvernance de ces espaces à enjeux multiples. Aujourd'hui, il n'existe pas d'outil/démarche permettant de i) présenter et faire discuter un diagnostic par une communauté d'acteurs concernés par les enjeux de la zone (des politiques publiques aux agriculteurs), ii) posséder une compréhension partagée des dynamiques en cours et des mécanismes de partage et de contributions à la base commune d'informations, et iii) échanger sur des visions des futurs possibles permettant une construction plus efficiente et inclusive des politiques de développement. Cependant il existe un fort intérêt à produire une information géospatiale fiable et dynamique sur les acquisitions de terres: la cartographie étant «un acte intrinsèquement politique» (Peluso, 1995), l'accès à - et le contrôle de- cette information augmenterait intrinsèquement la capacité de négociation des acteurs, améliorerait la transparence dans les transactions foncières et renforcerait la responsabilité des investisseurs fonciers.

Nous présentons ici une expérience en cours de co-construction d'observatoire territorial et la posture d'accompagnement adoptée par la recherche.

La partie suivante précisera la démarche méthodologique ayant permis de définir les axes d'observation prioritaires (quelles connaissances utiles ? pour qui ?) puis nous discuterons certains résultats issus des premières étapes de la démarche.

Nous présentons dans cette communication l'un des volets de l'Observatoire, consacré au foncier.

1 Démarche et posture d'accompagnement

Depuis plusieurs années, la question foncière occupe une place importante au Sénégal dans les débats sur les politiques publiques, tant en zones urbaines que rurales. Pour faire face aux défis de la dégradation et raréfaction des ressources, d'un accès équitable à la terre pour tous, des besoins croissants de l'urbanisation et de la demande alimentaire, il est nécessaire de créer les conditions d'une bonne gouvernance du foncier. Pour améliorer les pratiques de gouvernance foncière, la mise en place d'institutions et instruments de régulation ne sont pas suffisants et doivent s'ajouter à la création de conditions d'une participation citoyenne à la gestion, le contrôle et la veille sur les actes et actions de gouvernance du foncier.

Après une première période de mobilisation collective dans les années 2000 sous l'impulsion du Cadre National de Concertation des Ruraux (CNCR), en 2012 la société civile sénégalaise s'est ainsi engagée dans un soutien à ces revendications paysannes, en créant un cadre de mobilisation d'organisations de la société civile (Cadre de Réflexion et d'Action sur le Foncier au Sénégal, CRAFS), qui s'est invité dans le débat politique. Le CRAFS intègre donc des organisations inscrites de longue date sur les questions environnementales et agricoles jusqu'à des acteurs relativement récents, nés suite à la crise alimentaire de 2008, et réunis par une volonté commune de peser sur les choix fonciers, fondamentaux pour l'avenir de la société. Une des ONG les plus mobilisées de ce cadre, ENDA-Pronat, a lancé début 2014 une stratégie de mobilisation à grande échelle, dont l'enjeu est de laisser les paysans de base construire leurs propres contre-propositions de réforme foncière. Cette mobilisation a été basée sur un processus participatif de jeu de rôle et de plateau de simulation (d'Aquino et Ba, 2014). Cette méthode a permis aux acteurs impliqués de produire des recommandations pragmatiques qui pourraient faire évoluer le processus d'élaboration des politiques publiques vers une approche plurielle, nuancée et délibérative. Elle a aussi permis de mettre en lumière les besoins de faire remonter des informations sur la gouvernance et les positions locales auprès des décideurs, et de mettre en place des mécanismes locaux de veille citoyenne.

Conscient de cette dimension importante, le CNCR a décidé depuis quelques années, de travailler à la création d'un Observatoire National sur la Gouvernance Foncière (ONGF) comme instrument d'exercice de cette participation et ce contrôle citoyen. L'observatoire vise la production de connaissances et d'informations susceptibles d'alimenter les réflexions et débats sur la gouvernance des régimes fonciers et la formulation de politiques foncières adaptées aux contextes du Sénégal. Comme nous l'avons fait dans l'appui méthodologique à l'élaboration d'outils participatifs permettant l'éllicitation de pratiques et visions locales de gestion foncière, la recherche se positionne en appui méthodologique à la dynamique de la société civile.

Ici nous nous associons ainsi à un réseau de partenaires (de la recherche et de la société civile principalement) impliqués dans la construction d'un Observatoire scientifique sur la zone du delta du fleuve Sénégal-Lac de Guiers. Pour accompagner une réflexion sur un modèle de société à promouvoir, associé aux réformes en cours (décentralisation, foncier, code pastoral, code forestier), les efforts du collectif sont ainsi tournés vers une meilleure caractérisation des dynamiques territoriales (occupation des sols et évolution de l'affectation des terres à usage d'habitat, agricole, pastoral, et des terres classées, etc.), évolution des systèmes de productions (e.g. agro-industries versus agriculture familiale ; choix techniques), en lien avec la gestion des ressources eau, sol, biodiversité. La mobilisation des connaissances acquises permet de mener des recherches de prospective accompagnant un débat citoyen et in fine soutenant l'action publique.

2 Test et transfert d'outils cartographiques et SIG

Nous exposons ici la méthodologie choisie dans le cadre de l'appui à l'Observatoire National de la Gouvernance Foncière, fondée sur le croisement et l'exploitation de données multi-sources, et en particulier sur le développement d'une méthode d'acquisition participative de l'information foncière par les animateurs territoriaux de l'Observatoire.

Une première phase de concertation avec un ensemble d'ONG a été menée pour discuter de la dynamique agro-industrielle mais aussi pour croiser les données d'enquêtes et/ou de recensement (IPAR, ENDA, ACTION-AID, CRAFS, CNCR, AUMN). L'ensemble des données consultées a abouti à une liste de plus de 80 exploitations. Pour chacune de ces exploitations, à

chaque fois qu'un lieu était mentionné (ville, village, commune) un contrôle pour confirmer ou infirmer leur existence a été réalisé. Pour cela, des images satellites récentes ont été consultées et analysées (images satellites ALOS d'une résolution spatiale de 2,5m disponibles sur le géoportail Sénégalais (<http://www.basegeo.gouv.sn/>), des images LANDSAT d'une résolution spatiale de 30m et des images Google Earth d'une résolution spatiale comprise entre 30 et 2,5 m). Malheureusement, dans plus de la moitié des cas, aucune indication sur la localisation autre que le nom du département n'était donné. La vérification n'a donc pu se faire que quand une localisation précise était évoquée. Quand les informations évoquées corroboraient l'analyse des images satellites, une digitalisation des contours du champ était réalisée.

Cette digitalisation a été réalisée avec les précautions suivantes :

1-Présence visible d'une délimitation claire entre les contours des parcelles et le reste du territoire :



Figure X : Exploitation bien délimitée au centre de l'image (image Google-Earth, février 2016)

2-Non contiguïté d'une parcelle avec d'autres champs ayant les mêmes caractéristiques. L'objectif est d'être sûr ne pas confondre deux champs appartenant à deux entreprises différentes.



Figure X : Plusieurs Agrobusiness contiguë (image Google Earth, février 2016)

De cette manière, dix entreprises ont pu être confirmées et localisées.

Néanmoins, un nombre d'exploitation non négligeable ayant les caractéristiques d'agro-industries visibles sur les images satellites restaient non identifiés (grande superficie, structure géométrique, irrigations...). Une seconde étape a donc été nécessaire. Un scan de l'ensemble du territoire Sénégalais a été effectué avec les mêmes images satellites citées plus haut. Au lieu de se concentrer sur les lieux cités dans les données, l'ensemble du territoire a été observé. Pour cela, un quadrillage composé de cellule de 20km par 20km a été créé. Chaque cellule a ensuite été contrôlée. L'ensemble des parcelles agricoles ayant les caractéristiques d'agro-industries ont ainsi été digitalisé. Plusieurs visites de terrains avec un GPS ont ensuite été menées. En questionnant les riverains, des spécialistes de la zone, les employés ou responsables de l'exploitation il a été possible d'identifier ces parcelles et de les cartographier si nécessaire. Par cette méthode un grand nombre de nouvelles parcelles a pu être incorporé à notre base de données. Une fois que la méthode a été validée par l'ensemble du groupe, une phase de transfert a permis de former les points focaux fonciers de la société civile présents dans chaque communes de la zone d'étude, ainsi que des représentants des collectivités locales (mairies).

Une mutualisation de données géographiques et la création d'un système géographique sur une plateforme web commune sont en cours de construction.

3 Quelques résultats préliminaires

3.1 Evaluation de la dynamique agro-industrielle

Malgré les initiatives passées visant à quantifier les surfaces acquises par les agro-industries au Sénégal, un flou persiste quant à leur dynamique et insertion territoriale. Par exemple, nous avons recensé 5 représentations cartographiques pour l'entreprise SenHuile avec des sources différentes. Si les chiffres varient entre 17 188 et 28 313 ha, nous observons sur Google Earth des surfaces cultivées de 3 000 ha alors qu'elle possédait une affectation pour 20 000 ha à la suite d'un décret présidentiel déclassant la zone périphérique de la réserve sylvo-pastorale du Ndiael, soit 26 550 ha).

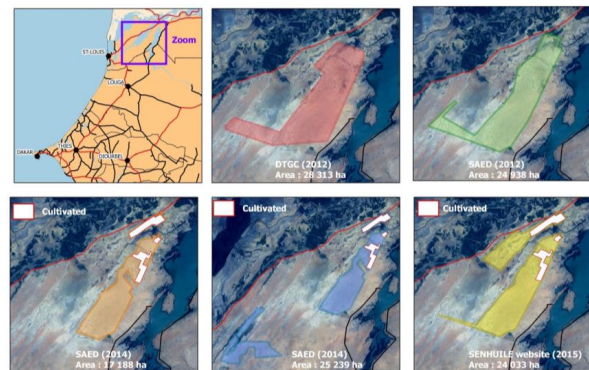


Figure X : Localisation de l'entreprise SenHuile

Ce que nous observons à l'échelle locale existe aussi à l'échelle nationale. La compréhension de la dynamique agro-industrielle est assez mal connue et le débat idéologique tend à opposer systèmes agricoles familiaux et agro-industriels. Les recensements disponibles estiment les agro-industries issues de capitaux étrangers entre 503 328 (LandMatrix, 2016) et 80 010 ha (Ipar, 2011).

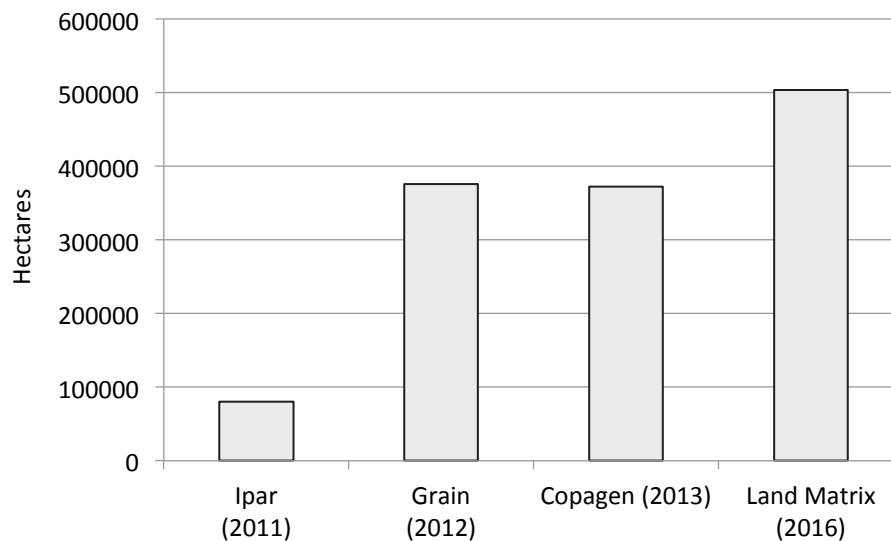


Figure X : Estimation des surfaces (hectares) détenues par l'agro-industrie au Sénégal selon différentes sources

Ces différences sont dues à des méthodologies de recensement et des définitions des agro-industries qui diffèrent. Par exemple, certaines sources cumulent tous les types de projets (réalisés, en cours d'installation, et annoncés dans les médias), possèdent différentes méthodes de suivi (sources) et souvent peu ou pas de mise à jour des données. Si ces chiffres illustrent une volonté forte des investisseurs à s'intégrer sur le territoire national, peu d'information est fournie quant à la concrétisation des projets. Comme le montre la figure X, Land Matrix propose de détailler les différentes phases du processus d'affectation, de la spéculation à la mise en culture. On observe sur cette figure que plus de 44% des demandes d'investissements n'aboutissent pas. Au-delà du prétexte réducteur visant à souligner la difficulté d'investir au Sénégal, beaucoup d'entreprise font de la spéculation foncière et n'ont pas forcément les moyens de mettre en valeur les terres. Cela s'se confirme avec près de 52% des surfaces affectées qui ne sont pas ou qui n'ont pas été confirmées comme étant cultivées. La nuance est importante ici et elle illustre bien le besoin de suivi dynamique pour mettre à jour les chiffres.

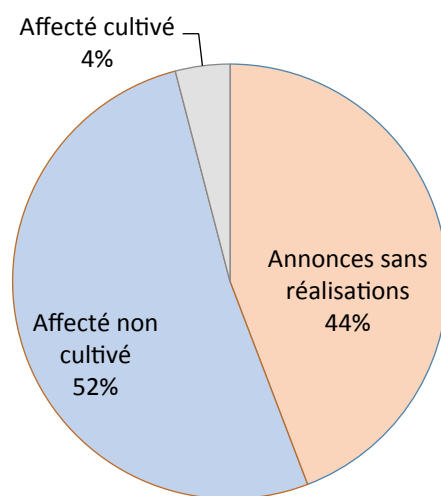


Figure X : Détail des données d'affectation issues de Land Matrix 2016

Si le Sénégal possède en effet un cadre d'investissement très souple mis en place pour attirer l'investissement étranger dans l'agriculture (peu ou pas de taxes, environnement fiscal très souple), l'affectation foncière n'étant qu'un droit d'usage, elle ne sécurise pas les investissements à réaliser et l'intérêt public soulevé par l'Etat pourrait rompre la dynamique d'exploitation.

Les travaux de recensement national de l'agro-industrie étrangère réalisés dans le cadre de l'ONGF (2016) indiquent une forte concentration des agro-industries dans la zone du Delta du Fleuve Sénégal et celle des Niayes. Nous décomptons aujourd'hui 24 854 ha de superficies occupées. Comme dans ce cas de Land Matrix, nous ne disposons pas de tous les contrats qui nous permettrait de connaître les superficies totales des agro-industries, sachant que celles-ci adoptent une stratégie d'exploitation progressive des surfaces. La figure X, illustre cette situation dans la zone du Delta/Lac de Guiers avec pour certaines agro-industries pour lesquelles nous disposons de données sur leurs contrats d'affectations (données de terrain 2015-2016), plus de 12 000 ha n'ont pas été cultivés.

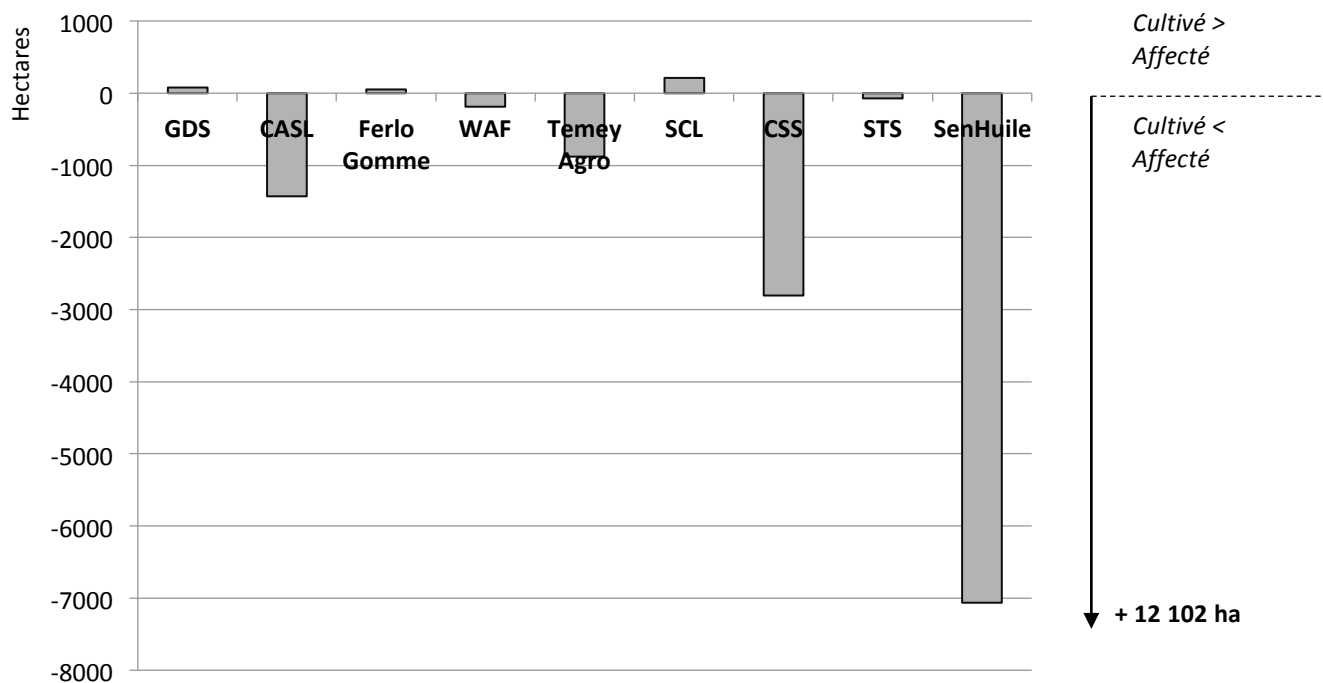


Figure X : Analyse de la différence entre surfaces cultivées et surfaces affectées

3.2 Une vision rétrospective à l'échelle du territoire du Delta

Depuis plus de 50 ans, la zone du delta du fleuve Sénégal et du lac de Guiers connaît une croissance constante des aménagements hydro-agricoles. Si la vocation de production agricole est importante (potentiel de 115 200 hectares), cet espace est aussi caractérisé par le multi-usage de ses ressources en terre et en eau : (i) l'agriculture irriguée (riziculture et maraichage), de décrue et sous pluie (mil, sorgho, maïs) exploitant les eaux du fleuve et ses crues ainsi que le lac et les pluies sporadiques ; (ii) l'élevage se développant autour des cours d'eau et dans les étendues riches en ressources ligneuses des terres non-inondables (diéri) ; (iii) la pêche fluvio-lacustre et maritime sur le littoral Saint-Louisien et les eaux continentales ; (iv) le tourisme avec la ville de Saint-Louis, les plages et le parc de Djoudj ; et (v) l'alimentation en eau potable d'une partie de la capitale sénégalaise. Cependant, la forte intensification des activités de mises en valeur que l'on observe aujourd'hui est mise en débat et ses impacts en termes de transformations des espaces et des pratiques sont questionnés.

La volonté d'intensifier la production agricole a commencé dès l'Indépendance en 1960, sous l'effet de grands aménagements hydrauliques et notamment le développement d'espaces irrigués rizicoles grâce à la sécurisation de la ressource en eau. La SAED (Société d'Aménagement et d'Exploitation des terres du Delta) est ainsi chargée dès 1965 par le gouvernement de la gestion technique et financière, de la maintenance des aménagements hydro-agricoles et hydrauliques ainsi que de la distribution de l'eau, tout en exerçant la maîtrise foncière de ces zones dites pionnières. Selon la figure 1, 24 249 ha de surfaces irriguées ont ainsi été mis en valeur jusqu'en 1978 (13 173 ha d'aménagements publics et 11 076 ha d'aménagements privés agro-industriels). A partir de 1979, sous l'impact des plans d'ajustement structurel (PAS), le désengagement de l'Etat entraîne la réduction des missions de la SAED au conseil agricole et à la gestion des aménagements structurants. Les producteurs locaux sont chargés de la mise en valeur de leur exploitation, de la gestion hydraulique de l'aménagement (au travers d'Unions de producteurs), d'assurer la pérennité de leur outil de production. Les aménagements privés sont facilités par un accès au foncier plus simple à travers une demande d'affectation auprès des communautés rurales, créées en 1980 à la suite de la loi de décentralisation de 1972. Ainsi s'ajoutent 28 957 ha de surfaces irriguées issues d'aménagements privés. Le gouvernement continue d'appuyer l'intensification agricole basée sur la modernisation de l'agriculture familiale et l'entrepreneuriat privé jusqu'au milieu des années 2000. La crise alimentaire de 2008 est néanmoins à l'origine d'un changement de politique agricole, l'Etat souhaitant appuyer le développement agricole sur le supposé effet d'entraînement des agro-industries. A la faveur de différents dispositifs incitatifs, un nombre croissant d'entreprises s'installent ainsi dans la zone du Fleuve. 25 537 ha irrigués sont ainsi mis en valeur pendant cette période dont 11 968 ha par des agro-industries (Figure 1).

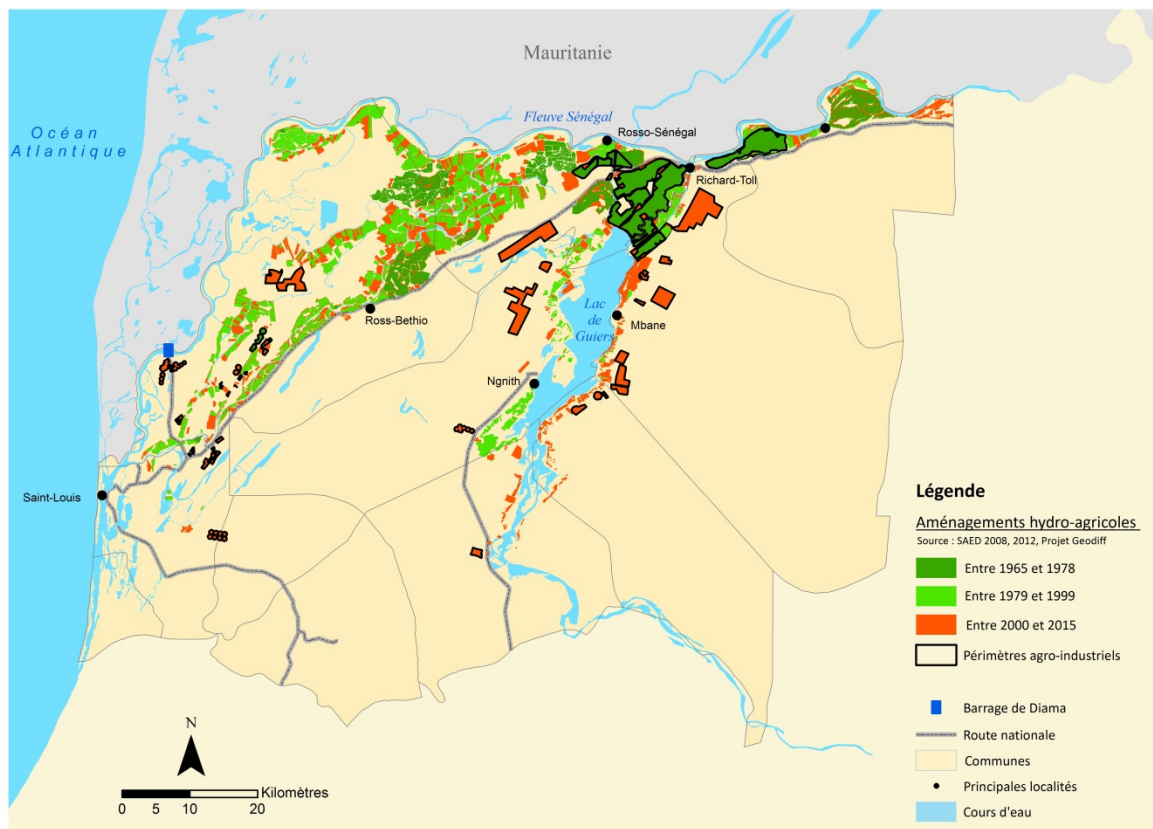


Figure X : Evolution des aménagements hydro-agricoles dans le delta du fleuve Sénégal

3.3 Une opportunité de discuter d'enjeux futurs

Les données issues du suivi cartographique et de la mise en place de la base de données SIG commune nous permet dès aujourd'hui de soulever certaines questions, notamment celle du choix de modèle de développement agricole. En effet, Le modèle de développement agricole pré-PAS était marqué par l'interventionnisme de l'Etat, impliqué à tous les niveaux de la chaîne de production. Les politiques et programmes définis dans le domaine agricole avaient ainsi pour objectif la protection du prix au producteur, la fourniture de crédits et d'intrants agricoles, le contrôle du marché des produits, etc. Les objectifs de réduction du déficit budgétaire et le renforcement de la compétitivité externe des PAS ont eu un fort impact sur l'évolution des orientations agricoles et l'aménagement du territoire du delta. Le développement de périmètres

irrigué privés autogérés par des groupements d'exploitations familiales et des entrepreneurs privés a été fortement facilité par la mise en place des barrages anti-sel de Diama au Sénégal (1986) et de Manantali au Mali (1989), la décentralisation de la gestion foncière et l'accès au crédit (Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal, créée en 1985). Aujourd'hui, le développement de périmètres privés continue avec une présence plus importante d'agro-industries qui possèdent les capitaux nécessaires pour le développement de l'irrigation (de 2,5 à 4 millions de FCFA/ha selon le mode d'irrigation choisit). Les projets peuvent ainsi se développer sur des zones jusque-là réservées à l'élevage (e.g. les terres sableuses du diéri). Cette dynamique agro-industrielle s'oriente vers des systèmes de production de riziculture intensive, et de culture commerciale à haute valeur ajoutées. Ces orientations s'inscrivent dans le Plan Sénégal Emergent (2014), qui promeut l'agriculture commerciale, la modernisation de l'agriculture familiale et le secteur agro-alimentaire. Elles tendent à s'opérationnaliser au travers de réformes structurelles du foncier et de la décentralisation, pour progresser vers plus de sécurisation foncière pour les investisseurs. Cette dynamique est accompagnée par l'appui de la Banque Mondiale au travers du Projet de Développement Inclusif et Durable de l'Agrobusiness (PDIDAS), dont l'objectif est de promouvoir la croissance et l'emploi par une augmentation de 10 000 ha d'investissements productifs privés dans les filières agricoles. En 2015, le projet a déjà pré-identifié 18 515 ha de terres pouvant accueillir de futurs investisseurs ou les extensions d'agro-industries déjà présentes (Figure X).

Dans ce contexte, les droits et les usages autour des ressources foncières connaissent d'importantes évolutions. Des controverses ont ainsi émergé avec les politiques plus libérales des années 2000 et de nombreuses interrogations se posent sur les impacts des agro-industries sur les modalités d'accès au foncier, la place des pasteurs, sur l'impact sur la production et les rendements, et sur la nature des interactions qui vont se nouer entre agriculteurs familiaux et agro-industries. L'agro-industrie aura-t-elle un effet d'entraînement sur la zone du Delta, permettant, outre des productions et rendements élevés pour ce qui les concerne, une amélioration des conditions de vie des populations locales ?

L'expansion de l'agriculture irriguée depuis plus de 50 ans, conjuguée avec l'augmentation démographique et l'augmentation des superficies d'agriculture pluviale, font que les espaces

pastoral, longtemps inféodés à cet espace sahélien à forte disponibilité en eau et pâturages, diminuent malgré l'existence de zonages réglementaires, peu utilisés (Figure 2) La fermeture des espaces alloués aux agro-industries oblige les pasteurs à emprunter de nouveaux parcours pastoraux, moins diversifiés, et susceptibles d'interagir avec les activités des agriculteurs familiaux de la zone : la recomposition des usages et des acteurs de l'espace débouchera-t-elle sur des situations de conflit accrues ?

Si le choix du modèle de développement par l'agriculture est assumé au niveau décisionnel et accompagné par la recherche pour intensifier la production rizicole et légumière (e.g. semences améliorées, itinéraires techniques), les acteurs locaux soutenus par la société civile s'interrogent sur les synergies annoncées entre systèmes de productions et les impacts sociaux et environnementaux d'une intensification toujours plus soutenue dans des espaces autrefois dédiés aux pratiques pastorales et agro-pastorales ? Au-delà des potentiels agricoles, la question de l'avenir du delta se pose et dépendra de la capacité des acteurs à organiser la coexistence de diverses pratiques ainsi qu'à assurer l'encadrement des interactions entre agricultures familiales et agro-industries pour assurer un réel effet d'entraînement.

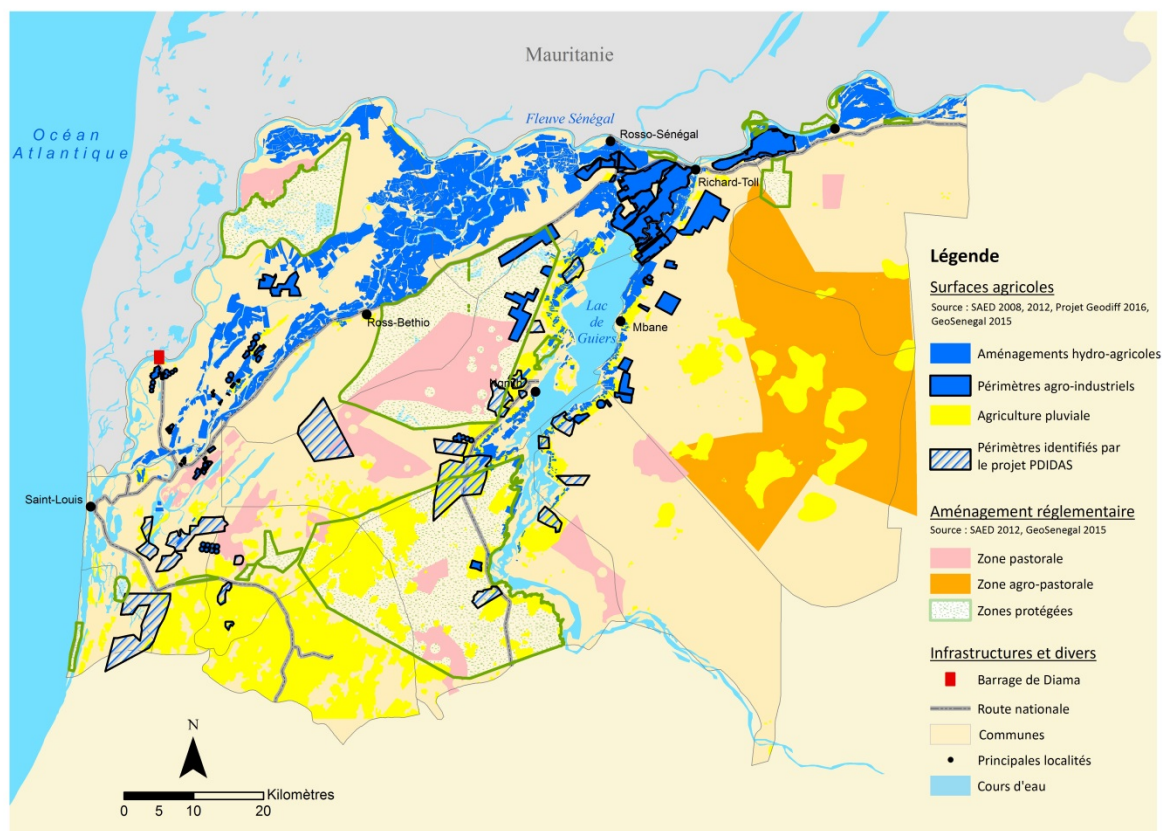


Figure X : Emprise agricole actuelle et prévisionnelle sur les espaces pastoraux

Conclusion

La construction d'un observatoire devant être un processus endogène, il semble pertinent qu'il ait un caractère itératif et expérimental. Ce que nous proposons c'est de co-construire des méthodes et outils de suivi des dynamiques foncières à l'échelle des territoires.

Pour finir, nous discutons de l'utilité de rendre accessible l'information spatiale liée aux formes et dynamiques des systèmes de production. Cette information permet de mieux envisager les interactions entre systèmes de productions souvent en compétition pour l'accès au foncier et aux ressources naturelles (agriculture familiale vs agro-industries). Ce débat concerne le Sénégal mais aussi les pays en voies de développement en général (Cotula, 2012).

Cette méthodologie associe cartographie participative, web-mapping et contrôle citoyen sur le terrain. Elle a été pensée pour être accessible à tous les participants, mais robuste pour produire des données pertinentes.

Prochaines étapes

Posture de la recherche : non exogène et au service de la production de données utiles (pour qui ?) utilisables (comment ?) et utilisées (pour quoi ?)

Références bibliographiques

- Bouhey, A. 2010. Terres arables, une nouvelle ruée vers l'or? Revue Internationale et Stratégiques.
- Braun J. von & Meinzen-Dick, R. (2009). "‘Land Grabbing’ by Foreign Investors in Developing Countries. Risks and Opportunities." IFPRI Policy Brief: 9. <http://www.ifpri.org/publication/land-grabbing-foreign-investors-developing-countries> (September 24, 2015).
- Braun J. von & Mengistu, T. (2007). Poverty and the globalization of the food and agriculture system, in J. Von Braun, R.V Hill, R. Pandya-Lorch, The Poorest and Hungry: Assessments, Analyses, and Actions : an IFPRI 2020 Book, IFPRI, 584 p.
- Brondeau, F. (2010). Les investisseurs étrangers à l’assaut des terres agricoles africaines, EchoGéo (14).
- Byerlee, D., Garcia, A.F., Giertz, A., Palmade, V. (2013). Growing Africa. Unlocking the Potential of Agribusiness. World bank/AFTFP.
- Cotula, L., Vermeulen, S., Leonard, R., Keeley, J. (2009). Land grab or development opportunity? Agricultural investment and international land deals in Africa. FAO, IIED, FIDA, 2009.

- Cotula, L. (2012). The international political economy of the global land rush: A critical appraisal of trends, scale, geography and drivers, *Journal of Peasant Studies*, DOI:10.1080/03066150.2012.674940
- Robertson, B. & Pinstup-Andersen, P. (2010). Global Land Acquisition: Neo-Colonialism or Development Opportunity?, *Food Security* 2(3): 271–83.